

## SIG : Transformer l'essai

Les conclusions du Conseil européen des 21-22 juin derniers, présentées dans notre numéro 220, marquent de sensibles avancées quant à l'avenir des services d'intérêt général (SIG), au-delà même de ce que la Convention et la CIG de 2004 avaient prévu.

D'abord, la Charte des droits fondamentaux de 2000 acquiert un caractère contraignant (à l'exception du Royaume-Uni), donc son article 36 par lequel "l'Union reconnaît et respecte l'accès aux services d'intérêt économique général (SIEG)".

Ensuite, le Conseil reprend à son compte les trois apports de 2004 contenus dans l'article III-122 du traité constitutionnel ("l'article 16 tel qu'amendé par la CIG de 2004") : "clause d'application générale" pour toutes les politiques de l'UE, base d'un droit dérivé positif, ferme consolidation des pouvoirs des Etats et des collectivités locales.

Enfin, le Conseil annexe aux deux traités un Protocole sur les SIG, qui comporte 2 innovations :

- il traite des SIG dans leur ensemble, et non plus des seuls SIEG comme c'est le cas depuis 1957, et il souligne que les "services non économiques d'intérêt général" relèvent de la compétence des Etats membres, même s'il ne les définit pas, ce qui risque de renvoyer à des décisions de la Cour de justice de l'UE dont on sait qu'elle a une définition très extensive de "l'économique",

- il insiste sur "le rôle essentiel et la grande marge de manœuvre des autorités nationales, régionales et locales dans la fourniture, la mise en service et l'organisation des SIEG" et précise les "valeurs communes" - diversité des services, qualité, sécurité, accessibilité, égalité de traitement, accès universel, droits des utilisateurs (mais pas l'évaluation) -, en leur donnant une véritable valeur juridique.

Ces avancées semblent contraster avec la tonalité générale des autres modifications par rapport au traité constitutionnel, qui sont plutôt marquées par un retour sur les Etats membres. En fait, elles s'inscrivent dans la tendance générale du Conseil européen à limiter les pouvoirs et compétences de l'UE et des institutions européennes.

Il importe maintenant, d'une part, de veiller à ce que la CIG, qui va s'ouvrir le 23 juillet prochain, entérine ces dispositions, d'autre part, que les institutions européennes – et en premier lieu la Commission – engagent dès maintenant le processus d'élaboration de droits positifs définissant les "principes et conditions" permettant aux SIG d'accomplir leurs missions. Pour sa part, la société civile doit poursuivre toutes ses initiatives afin que le processus législatif s'engage dès l'entrée en vigueur des traités modifiés et que son contenu apporte une réelle valeur ajoutée. Pour sa part, le CELSIG y contribuera.

P. Bauby, J-C. Boual, K. Varin

## Transports

♦ **Troisième paquet ferroviaire** : A l'issue d'un échange de lettres, les 21 et 22 juin derniers, le Parlement et le Conseil sont arrivés à un accord sur le troisième paquet ferroviaire. Ce paquet se compose de trois textes .../...

## SIG: Converting the try

The conclusions of the European Council of 21<sup>st</sup>-22<sup>nd</sup> June, presented in our bulletin n° 220, mark a significant step forward as regards the future of services of general interest (SGI), going even beyond what the Convention and the 2004 IGC had envisaged.

Firstly, the Charter of fundamental rights of the year 2000 takes up a binding character (except for the United Kingdom) and thus its article 36 by which "the Union recognises and respects the access to services of general economic interest (SGEI)".

Secondly, the Council claim credit for the three 2004 contributions included in article III-122 of the constitutional treaty ("article 16 as amended by the 2004 IGC"): "clause of general application" for all the EU policies, basis for a subsidiary substantive law, a solid strengthening of State and local authorities' competences.

Lastly, the Council annexes, to the two treaties, a Protocol on the SGIs, which comprises 2 new concepts:

- it considers all SGIs, as a whole, and not only SGEI as has been the case since 1957, and it stresses that "non-economic services of general interest" come under de la responsibility of Member States, even though it does not define them, which is likely to bring in decisions of the EU Court of Justice which, as is well known, has a very wide definition of what constitutes "economic",

- it insists on "the key role and the greater room for manoeuvre of national, regional and local authorities in the supply, the implementation and the organisation of the SGEIs" and specifies the "common values" - diversity of the services, quality, safety, accessibility, equal treatment, universal access, rights of users (but not the evaluation)-, by granting them a real legal status.

These positive aspects are in contrast with the general tendency of the other modifications as regards the constitutional treaty, which are rather marked by the reverting to Member States. In fact, they join the general tendency of the European Council to limit the powers and competences of the EU and of the European institutions.

It is now important to, on the one hand, ensure that the IGC, to be launched on 23<sup>rd</sup> July, ratifies these provisions and, on the other hand, that European institutions -above all the Commission- launch, right away, the procedure of drafting substantive laws defining "principles and conditions" making it possible for the SIGs to accomplish their missions. For its part, the civil society must carry on with all its initiatives so that the legislative process begins soon after the coming into force of the modified treaties and that its content brings a real added value. For its part, the CELSIG will play its part.

P. Bauby, J-C. Boual, K. Varin

## Transport

♦ **Third railway package**: At the end of an exchange of letters, which took place on the 21<sup>st</sup> and 22<sup>nd</sup> June, the Parliament and the Council reached an agreement on the third railway package. This package is composed of three texts .../...

♦ une directive sur le développement des chemins de fer communautaires qui prévoit, notamment : l'ouverture à la concurrence du transport international de voyageurs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 (avec une période de transition de deux ans dans certains cas) : toute entreprise ferroviaire pourra faire du transport national de voyageurs à condition que le parcours s'effectue sur une ligne internationale (cabotage) et la Commission devra présenter fin 2012 un rapport d'évaluation et des propositions éventuelles d'une ouverture complémentaire ; la possibilité de prélever des redevances pour contribuer au financement des obligations de service public. Elle règle également la question du prélèvement des charges pour l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire ♦ une directive sur la certification des conducteurs de trains qui prévoit qu'elle se fera sur la base du principe de la reconnaissance mutuelle des diplômes ♦ un règlement sur les droits et obligations des passagers, notamment, en matière d'indemnisation, d'information, d'assistance. Hormis les droits dits "minimaux", les passagers des trajets urbains, suburbains et régionaux ne sont pas concernés.

Le "paquet", en débat depuis plus de trois ans, devrait être formellement approuvé par le Conseil à l'automne (Voir également bulletins 210 et 201/202).

♦ **Galileo** : Le Conseil des ministres transports du 8 juin dernier a invité la Commission à lui présenter avant septembre des propositions de plans de financement des infrastructures du programme européen de radionavigation par satellite (Galileo) par le secteur public. Le Parlement européen s'est prononcé dans le même sens, le 20 juin dernier, en précisant qu'il estime que le programme doit être intégralement supporté par le budget communautaire et qu'il s'opposerait à un financement intergouvernemental complémentaire (voir aussi bulletin 219).

---

## Ouverture du marché de l'énergie

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier, conformément aux directives sur l'ouverture des marchés de l'énergie, les consommateurs européens, entreprises et particuliers, peuvent choisir leurs fournisseurs de gaz et d'électricité partout dans l'Union, même si quelques dérogations courent jusqu'en 2013, notamment pour les pays entrés en 2004 dans l'Union. A la date du 1<sup>er</sup> juillet également, les compagnies locales de distribution de gaz et d'électricité de taille moyenne ou grande doivent être juridiquement indépendantes de leurs sociétés mères.

---

## Environnement : consultation publique

En vue de l'élaboration de propositions de mesures pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la Commission européenne vient de lancer une consultation publique sur la base d'un Livre vert intitulé "Adaptation au changement climatique : les possibilités d'action de l'Union européenne". La consultation est ouverte jusqu'au 30 novembre 2007, ses résultats seront utilisés pour une communication fin 2008.

[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007\\_0354fr01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007_0354fr01.pdf)

---

## SIG : Signez la pétition de la CES

[www.petitionpublicservice.eu](http://www.petitionpublicservice.eu)

♦ a directive on the development of the Community railways which provides for, in particular: the opening to competition of international passenger transport from the 1<sup>st</sup> of January 2010 (with a transitional period of two years in certain cases): any railway company will be allowed to provide passenger transport services within a Member State provided that the service in question is carried out on an international line (cabotage) and, the Commission will have to submit, by the end of the year 2012, an evaluation report and possible proposals for a further opening; the possibility of charging levies which will be used to the financing of public service obligations. It also settles the question of charging levies for using railway infrastructures ♦ a directive on the certification of trains drivers which stipulates that the certification will be made on the basis of the principle of mutual recognition of certificates among Member States ♦ a regulation on the rights and obligations of passengers, in particular, as regards compensation, information and assistance. Except for rights considered as "minimal", urban, suburban and regional passengers may be excluded from the scope of the regulation.

The "package", which has been under debate for more than three years, should formally be approved by the Council in Autumn (See also bulletins 210 and 201/202).

♦ **Galileo**: The Council of transport Ministers held on the 8<sup>th</sup> of June, asked the Commission to submit, before September, proposals on plans for the financing of infrastructures of the European programme for radio navigation by satellite (Galileo) by the public sector. On June 20<sup>th</sup> the European Parliament made a decision in the same direction, specifying that it deemed that the program should be completely supported by the Community budget and that it would oppose a complementary intergovernmental financing (see also bulletin 219).

---

## Opening of the energy market

With effect from 1<sup>st</sup> July this year, in accordance with directives on the opening of the energy markets, European consumers, companies as well as private individuals, can choose their suppliers for gas and electricity everywhere in the Union, even though some exemptions remain possible until 2013, in particular, for those countries that joined the Union in 2004. Also, from this same date, 1<sup>st</sup> July, medium or large sized gas and electricity supply local companies must be legally independent from their parent companies.

---

## Environment: public consultation

In view of the preparation of proposals for measures to reduce greenhouse gas emissions, the European Commission has launched a public consultation on the basis of Green Paper entitled "Adapting to climate change in Europe – options for EU action,". The consultation is open until November 30, 2007, its results will be used for a communication at the end of 2008.

[http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2007/com2007\\_0354en01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/en/com/2007/com2007_0354en01.pdf)

---

## SIG: Please sign the ETUC petition

[www.petitionpublicservice.eu](http://www.petitionpublicservice.eu)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.